

L'ÉDITOpar **Thierry DUPIÈREUX**

Et l'administration ?

La démission de Joëlle Milquet a remis en lumière le rôle des cabinets ministériels au sein de la politique belge. Cette équipe rassemblée autour des membres d'un exécutif suscite souvent questionnements et controverses.

Cette abondance de collaborateurs (cela se chiffre en dizaines par ministre) a déjà été pointée du doigt. Pourquoi ? Tout d'abord parce que c'est de l'argent public qui est dépensé pour payer ces collaborateurs. Ensuite, parce que ces cabinets réalisent fréquemment du boulot qui pourrait être exécuté par l'administration. Mais les ministres tiennent à leurs cabinets. Pour se défendre, ils estiment qu'ils ont besoin de collaborateurs en qui ils ont une totale confiance, avec qui ils partagent des convictions idéologiques. Ils insistent aussi sur le fait que les cabinets ont un rôle essentiel sur le bon fonctionnement du gouvernement où le système des coalitions impose parfois des négociations et une prudence de sioux qui nécessitent des qualités rares. Soit. Ces arguments sont valables pour autant que l'on refuse de « bouger les lignes », pour reprendre une expression très à la mode. Dans d'autres pays, aux

contours politiques similaires, les ministres parviennent à travailler en direct avec l'administration sans une petite armée de conseillers. Pas de mystère. La chose est possible parce que la politisation de l'administration est jugée non-désirable et que celle-ci est considérée comme compétente dans les dossiers dont elle a la charge. Payée par l'argent public, l'administration rend service au public. C'est son rôle. Au sein d'un cabinet, c'est beaucoup plus flou comme l'a montré le dossier dans lequel a été inculpée Joëlle Milquet. Depuis lundi, certains hommes et femmes politiques s'insurgent contre toute remise en cause des cabinets, à un point tel qu'on a l'impression que ça relève du tabou. En fait, le débat n'est pas là, il s'agit plutôt de se demander pourquoi le politique n'investit pas davantage dans l'administration pour lui redonner moyens et motivation afin de retisser des liens de pleine confiance. Cela passe par la dépolitisation, la formation, la transparence. Limiter le débat à « pour ou contre les cabinets » n'est que trop réducteur, l'enjeu est bien plus profond et il exige une fameuse remise en question ainsi qu'une détermination politique sans faille.